

Un parti communiste mondial

La dissolution du Kominform (« Bureau d'information »), auquel adhéraient huit partis communistes (russe, hongrois, bulgare, roumain, tchécoslovaque, italien, français), annoncée le 17 avril dernier, a été accueillie avec indifférence par les travailleurs organisés.

Quand, treize ans plus tôt, Staline avait dissous l'Internationale Communiste, l'événement avait provoqué une crise de conscience profonde, quoique non exprimée, chez de nombreux militants communistes.

Certes, sous Staline, l'IC avait depuis longtemps cessé de jouer le rôle que lui avait assigné ses fondateurs, Lénine et Trotsky, celui d'un parti communiste mondial, dirigeant l'assaut des travailleurs de tous les pays contre le capitalisme.

Mais ces militants se souvenaient encore que la Troisième Internationale s'était fixée pour objectif la conquête du pouvoir par les travailleurs et l'édification du socialisme sur la planète tout entière ; et ils la voyaient liquidée par le maître du Kremlin, sans qu'aucun de ces objectifs fût réalisé.

Le Kominform, lui, ne suscita jamais pareils espoirs ; aussi sa disparition ne provoquera point les mêmes regrets. Pourtant, aussi tard que le 14 décembre 1956, N. Khrouchtchev, premier secrétaire du PC russe, tenant une conférence de presse à la Nouvelle-Delhi, s'exprimait en ces termes :

« L'activité de Kominform inquiète tous ceux qui voudraient conserver éternellement le vieux système qui a fini son temps, le système de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et parfois on pose la question : ne peut-on d'une façon quelconque liquider le Kominform ? Mais pour quelles raisons vraiment les partis communistes doivent-ils renoncer à une forme universellement admise de contacts et de coopération internationale ? Pourquoi, par exemple, ceux qui posent la question de la liquidation du Kominform ne font-ils aucune objection à l'activité de l'Internationale socialiste, qui groupe les partis sociaux-démocrates ? Pourquoi leur semble-t-il naturel et légitime que les capitalistes s'unissent dans des groupements monopolistes internationaux et se rencontrent régulièrement pour régler en commun leurs affaires ? Et ils voudraient interdire à la classe ouvrière la réalisation du mot d'ordre de solidarité internationale proclamé par Marx et Engels : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » qui répond aux intérêts vitaux de tous les travailleurs ! »

Que s'est-il donc passé depuis quatre mois qui a fait changer Khrouchtchev d'idées ? Le « vieux système d'exploitation de l'homme par l'homme », le capitalisme, ne règne-t-il pas toujours sur les deux tiers de la planète ? La solidarité internationale a-t-elle cessé de répondre « aux intérêts vitaux de tous les travailleurs » ?

A la vérité, le Kominform, simple « organe d'information » ne prétendait nullement s'être donné pour tâche de renverser « le système d'exploitation de l'homme par l'homme ». Et si certains capitalistes, eux-mêmes mal informés, pouvaient être « inquiets de son activité », c'est que le fantôme de l'Internationale Communiste continuait à les hanter, après plus de vingt années de pratiques staliniennes de la « coexistence pacifique », après que, depuis 1934, Staline ne cessait de répéter aux gouvernements bourgeois : « Laissez-moi en paix en URSS, moi et les nouveaux privilégiés russes que je représente ; et, non seulement je vous laisserai en paix maintenir chez vous et dans vos colonies le système de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais je vous y aiderai dans toute la mesure de mes moyens, car l'arrivée au pouvoir des travailleurs dans n'importe quel pays constitue une

menace mortelle pour mon propre pouvoir et les privilèges des bureaucrates dont je suis le chef. »

Ce langage fut entendu ; et Staline après avoir signé un pacte avec Laval en 1934, s'employa activement à enliser la révolution française commencée en juin 36 dans le marais de l'alliance parlementaire avec les radicaux ; et à livrer la révolution espagnole à son bourreau Franco.

Aussi, en 1943, quand Churchill et Roosevelt, pour prix de leur appui contre Hitler, exigèrent la dissolution de l'IC Staline n'hésita pas un seul instant à leur accorder ce gage non seulement de sa renonciation à tout « plan de révolution mondiale », mais de son alliance avec les impérialistes anglo-saxons contre la vague révolutionnaire qui allait déferler sur l'Europe après la chute d'Hitler. À Yalta et à Potsdam, les « trois grands », se partageant le monde, se mirent d'accord contre les deux milliards et demi de petits : « Statu quo ! Coexistence pacifique ! Maintien, partout, de l'ordre existant ! », inscrivaient-ils sur leur drapeau. Et les dirigeants des PC français, italien, etc., aidèrent de toutes leurs forces la bourgeoisie chancelante à se remettre en selle. Ce fut le temps de la dissolution des milices ouvrières, du « Produire d'abord ! », de « la grève arme de classe des trusts ».

Dès que le capitalisme fut un peu consolidé en Europe occidentale, les PC furent chassés du gouvernement en France et en Italie. Cependant, malgré Staline et Churchill, qui avaient comploté la restauration de la monarchie de Belgrade, la révolution yougoslave avait vaincu ; et, toujours malgré Staline, qui s'était empressé en 1946 de signer avec Chiang-Kaï-Chek un traité d'alliance, l'armée populaire de Mao-Tsé-Toung et Chou-Teh entreprenait sa marche victorieuse.

L'impérialisme américain, avec le plan Marshall, entreprenait alors la préparation d'une troisième guerre mondiale contre l'URSS, la Chine, les nouveaux États ouvriers et les travailleurs de tous les pays. En réaction, Staline revint à sa tactique d'utilisation des PC d'Europe occidentale comme un moyen de pression sur la bourgeoisie, et constitua à cette fin le « Bureau d'information ».

L'ironie des choses a voulu que la constitution de ce « Bureau d'information », dont la principale manifestation aura été la condamnation de Tito, était, au début, une concession formelle au PC yougoslave, en même temps qu'une tentative d'unifier l'action des PC d'Europe dans le cadre d'une politique de pression sur la bourgeoisie et d'opposition au plan Marshall et au réarmement atlantique. Le PC yougoslave n'avait pas caché son hostilité à la politique de participation ministérielle de Thorez et de Togilatti ; il soutenait à fond la lutte des partisans de Markos contre les monarcho-fascistes grecs. Et la constitution du Kominform, sous la direction de Jdanov et avec la participation active du PC yougoslave, pouvait apparaître comme une consécration de cette politique « gauchiste ».

Mais il apparaissait déjà à Staline que la volonté d'indépendance du PC yougoslave, qui avait fait lui-même sa révolution, à la tête des ouvriers et des paysans, constituait une menace pour son propre régime, une menace pour son contrôle de l'Europe orientale, un exemple que d'autres pourraient être tentés de suivre. Le combat des partisans grecs allait dans le même sens. Et, si domestiqués que fussent les dirigeants du PC français, au cours des grèves de novembre-décembre 1947, des symptômes de débordement de l'appareil par les masses ouvrières se manifestaient. Staline fit « condamner » Tito par le Kominform en juin 1948 ; la même année Jdanov mourait, assassiné si l'on en croit les révélations du « complot des blouses blanches », puis la plupart de ceux qui avaient participé à la conférence de fondation du Kominform (Rajk, Kostov, Slansky) disparurent, condamnés dans des procès truqués, comme « espions impérialistes, complices du fasciste Tito », etc.

Dès lors le Kominform fut mis en veilleuse, il ne tint plus de réunions et ne prit plus de résolutions.

En même temps, les PC accomplissaient une série de tournants, toujours plus vers la droite. En France, ce fut le « front national uni », l'accord avec les « patrons patriotes » contre la CED ; à cette occasion fut liquidé André Marty, qui devait par la suite dans son livre « L'Affaire Marty » se prononcer pour la reconstitution de l'Internationale Communiste.

La dissolution du Kominform ne changera donc rien aux rapports existants entre les divers PC et Moscou, si ce n'est dans le sens d'une subordination plus étroite encore. Le Kominform n'avait jamais délibéré de la guerre d'Algérie, ce qui n'empêcha pas Duclos, de retour de Moscou où il avait assisté au 20^e congrès, d'infléchir plus à droite encore la politique du PCF, préparant le vote des pouvoirs spéciaux. Sa dissolution a le sens d'un geste supplémentaire de conciliation, la part des héritiers de Staline, vis-à-vis de l'impérialisme occidental. Plus question de s'opposer au pacte atlantique, de dénoncer les « fauteurs de guerre anglo-saxons », etc. Il s'agit plus que jamais de s'entendre avec eux, comme autrefois à Yalta et Postdam, contre les peuples, contre la nouvelle vague révolutionnaire infiniment plus ample que celle de 1943-46, qui, après avoir déferlé sur l'Asie, a atteint l'Afrique du Nord et l'Europe occidentale elle-même avec l'insurrection de juin 1953 à Berlin, les grèves d'août 1953 et d'août septembre 1955 en France, et qui culmine à l'heure actuelle avec la révolution algérienne.

Dans ce cadre se situent le vote de l'URSS pour Franco à l'ONU ; ses offres récentes de coopération pour « maintenir la paix » au Moyen-Orient ; le silence quasi-total de la presse russe sur la révolution algérienne ; les efforts pour se rapprocher des dirigeants de la II^e Internationale — ces « laquais de l'impérialisme dénoncés par Lénine, qui fonda la Troisième Internationale pour remédier à leur trahison. La dissolution du Kominform signifie la renonciation à tout ce qui, de près ou de loin, pourrait rappeler le souvenir de l'IC de Lénine et Trotski, avec sa politique de révolution mondiale. Dans ce domaine comme dans les autres, les héritiers de Staline, s'ils renient leur maître, s'ils parlent de retour à Lénine, lui tournent le dos en réalité et ne font que continuer, que dépasser même la politique contre-révolutionnaire de Staline.

PLUS QUE JAMAIS, LES TRAVAILLEURS ONT BESOIN D'UN PARTI COMMUNISTE MONDIAL

Le commentaire de la « Pravda » est d'ailleurs très clair : « *A l'heure actuelle, des perspectives se dessinent quant à l'unité des partis et des organisations ouvrières, et en premier lieu des partis communistes et socialistes. Il est nécessaire que des sondages soient faits de part et d'autre.* »

Depuis 1914, les partis de la Deuxième Internationale sont devenus les plus fidèles soutiens du régime bourgeois contre la révolution prolétarienne. Que signifie l'affirmation de la « Pravda » sinon que l'unité des PC et des PS est possible parce qu'ils se situent tous les deux sur le même plan de défense du régime bourgeois contre la révolution ? En fait, l'existence même de PC comme le Parti Communiste Français est aujourd'hui une gêne pour la politique extérieure du Kremlin ; parce que ces partis regroupent des travailleurs qui prennent au sérieux le nom de « communiste » que porte leur organisation, qui tendent à chaque étape à engager une lutte réelle contre le régime bourgeois, aujourd'hui notamment contre la guerre d'Algérie, qui tendent à déborder leurs dirigeants et risquent de ainsi de les « compromettre » vis-à-vis de la bourgeoisie.

Dès 1938, Trotsky avait souligné que « l'Internationale Communiste est définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois ». La politique de liquidation des PC préconisée par la « Pravda » n'est que la dernière étape de ce processus d'intégration des PC à l'ordre bourgeois.

Mais les travailleurs, eux, ne veulent pas défendre l'ordre bourgeois : ils veulent abattre le « régime d'exploitation de l'homme par l'homme », pour citer Khrouchtchev. Ils savent que le combat contre l'impérialisme et le capitalisme, à travers les différences nationales, est un seul et même combat à l'échelle mondiale, et qu'il faut une organisation révolutionnaire internationale pour diriger ce combat.

C'est dans ce but que Trotsky a fondée en 1938 la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. Son programme rassemble l'expérience du mouvement ouvrier depuis un siècle, de la Première à la Troisième Internationale. Autour d'elle se rassembleront les travailleurs qui prennent conscience de la trahison stalinienne.

Gérard Bloch
La Vérité n° 407, 27 avril 1956.